

> [Analyses et témoignages](#) > [Moyen-Orient](#) > Intervention aux Nations Unies sur la Syrie

Intervention aux Nations Unies sur la Syrie

BAHAR KIMYONGÜR

envoyer par mail |

12 mars 2013

Article en PDF: 

Intervention de Bahar Kimyongür, auteur du livre *Syrianna, la conquête continue*, lors de la Conférence sur la Syrie au Palais des Nations en marge de la 22e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. « Ceux qui prétendent soutenir le peuple syrien lui rendront un bien grand service le jour où ils se résoudront à décrire en toute impartialité la souffrance de toutes ses composantes. »



Mesdames et Messieurs,

Au moment où nous célébrons dans la rage, l'impuissance et le deuil le deuxième anniversaire de la guerre de Syrie, un énième retour en arrière sur la couverture médiatique du conflit n'est pas inutile pour comprendre le jusqu'au-boutisme des belligérants ayant conduit au pourrissement de la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Force est de constater que dans les pays alignés à la politique étrangère étasunienne notamment la France, la Belgique, les Pays-Bas et l'Angleterre, seule une poignée de journalistes ont cherché à comprendre la complexité de la situation syrienne, nageant à contre-courant dans un environnement hostile car dominé par des bataillons d'intellectuels sentimentalement et politiquement acquis à la cause rebelle.

Dès le début de la crise syrienne, des observateurs indépendants ont épinglé de nombreux cas de manipulation médiatique que certains professionnels de l'information ont véhiculés parfois involontairement.

Croyant servir la dissidence syrienne et se conformer ainsi aux valeurs humanistes dont ils se targuent d'être les gardiens, des journalistes sérieux se sont convertis en ministres d'une propagande aussi maladroite que nocive.

Les analyses pointues et la modération que l'on attendait d'eux ont cédé la place tantôt aux effets d'annonce et autres communiqués triomphalistes chantant les succès militaires de la rébellion tantôt aux pamphlets incendiaires conspuant, dans une surenchère de superlatifs outranciers, les pratiques répressives réelles ou fabriquées des services de sécurité syriens.

Par naïveté ou par conviction, par lâcheté ou par paresse, des journalistes ont bafoué les principes élémentaires de leur profession comme l'enquête de terrain, la vérification des sources ou le recoupement de l'information.

Ils ont crié à la censure tout en l'appliquant à l'encontre des voix critiquant la doxa occidentale sur la Syrie.

Certains d'entre eux n'ont pas eu peur de verser dans la caricature voire la calomnie pour discréditer les voix dissidentes qui offraient une vision indépendante de la situation dans ce pays.

Des rumeurs colportées sur les réseaux sociaux comme la prétendue fuite à l'étranger du président syrien, son prétendu train de vie fastueux, son prétendu plan de repli en un territoire alaouite imaginaire ou encore sa prétendue retraite sur un porte-avion russe ont été complaisamment relayés par de très sérieuses agences de presse.

L'emballlement médiatique planétaire fabriqué à partir des salves d'hoax anti-régime a eu pour principal effet de radicaliser les forces loyalistes et de ridiculiser les partisans d'une démocratisation sincère de leur pays.

Ce faisant, les principaux médias occidentaux n'ont pas manifesté le même enthousiasme lorsqu'il s'agissait de parler des citoyens progouvernementaux démembrés, mitraillés ou déchiquetés par les bombes des rebelles et de leurs alliés takfiristes.

Les décapitations rituelles organisées par ces derniers n'ont pas suscité autant d'indignation que les exactions commises par l'armée gouvernementale. Ni les appels au génocide des alaouites et des autres minorités « impies » lancés dès le début de la crise syrienne dans certaines mosquées du pays et via des chaînes satellitaires golfeques aux heures de grande écoute.

Ce n'est qu'un an et demi après les premières manifestations que la presse occidentale a découvert les télécoranistes de la haine comme le Syrien exilé en Arabie saoudite Adnane Arour qui se targue pourtant d'avoir des millions d'adeptes en Syrie et dans le monde.

Il n'est pas pire sourd que celui qui ne veut pas entendre dit un vieil adage.

Concernant les attentats terroristes visant les civils, de nombreux journalistes ont versé dans les théories du complot les plus grotesques en accusant le camp loyaliste de tuer délibérément ses propres enfants pour discréditer l'opposition.

Quant aux activistes pour la paix et la souveraineté des peuples qui, à Bruxelles, Paris ou Londres, prêchent désespérément dans le désert, ils se sont vus symboliquement interdire toute expression d'empathie envers les civils innocents qui avaient le malheur de mourir sous le mauvais drapeau.

Lorsqu'une équipe de la chaîne Al Ikhbariya dont la célèbre journaliste Yara Saleh, a été prise en otage par l'Armée syrienne libre (ASL) durant l'été 2012, les groupes de presse occidentaux ont joué aux trois singes.

Aucun média dominant pourtant si enclins à défendre la liberté d'information n'a même évoqué la fin tragique de Hatem Abou Yahya, l'assistant cadreur de l'équipe exécuté par ses ravisseurs.

La libération par l'armée gouvernementale syrienne des trois autres membres de l'équipe n'a pas suscité plus d'engouement parmi nos faiseurs d'opinion.

Quiconque souhaite connaître l'ampleur du black-out médiatique qui a frappé l'équipe d'Al Ikhbariya n'a qu'à pianoter le nom de l'un de ses malheureux journalistes sur un moteur de recherche. On ne trouve quasi aucune trace de leur kidnapping.

En effet, en Occident, seuls des sites marginaux et non-alignés en ont parlé.

Les horreurs de la guerre ont été systématiquement imputées au régime syrien même celles que la rébellion a fièrement revendiquées.

Pendant deux ans, certains prétendus experts de la Syrie ont claironné la « fin imminente » du régime en se basant entre autres sur les affirmations de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

D'après leurs dires, le régime était « de plus en plus isolé ». Il était « aux abois », « cerné de toutes parts ». Le président ne comptait plus que « quelques fidèles corrompus issus de sa communauté ».

Il paraîtrait même que toute la population était mobilisée contre la dictature d'une « secte », d'un « clan », d'une « famille », d'une « maffia ». Les jours, voire les heures du président étaient comptés.

En décembre 2011, le ministre des affaires étrangères israélien Ehud Barak ne donnait pas plus de quelques semaines ou mois avant la chute d'Assad (Le Monde, 6 décembre 2011).

L'ancien diplomate français Wladimir Glasman alias Ignace Leverrier qui anime le blog de propagande « Un œil sur la Syrie » hébergé par Le Monde a cru bon de créer un fil info avec une « chronique du délitement du régime ». Mais son torrent de nouvelles triomphalistes s'est rapidement tari.

En août 2012, Gerhard Schindler, chef du service de renseignement allemand BND, fait plus fort que ses homologues israéliens. Il rejoint le club des prophètes et des oracles en déclarant que (non pas les mois ou les semaines mais) les jours du régime du président Assad étaient comptés (RFI, 20 août 2012). Cette lumineuse prédiction vieille de plus de six mois revient en quelque sorte à affirmer que tous les êtres vivants mourront assurément un jour.

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan promettait quant à lui de célébrer la victoire des rebelles en allant très prochainement prier dans la mosquée des Omeyyades en Syrie (Hürriyet, 5 septembre 2012).

Depuis, beaucoup d'eau, de sang et de larmes ont coulé sous les ponts qui enjambent l'Oronte.

Les menaces d'intervention armée, le chantage, les coups d'esbroufe, les stratégies subversives qui vont des opérations « false flags » à la mise à disposition par les pétromonarchies arabes d'une enveloppe de 300 millions de dollars pour encourager les défections au sein du gouvernement syrien et de l'armée n'ont pas eu raison de la combativité du régime (Le Figaro, 3 avril 2012 ; Russia Today, 11 août 2012)

N'est-il pas surprenant que seule une infime minorité de hauts fonctionnaires d'un Etat pourtant taxé de vénal et de corrompu ait cédé aux chants des sirènes mazoutées du Golfe et succombé à la tentation pécuniaire que font miroiter des monarques aussi bedonnants que leurs barils de pétrole ?

Personne parmi ces messieurs de la grande presse prétendument bien informés n'a jugé bon d'associer le flegme du président syrien au soutien populaire, certes difficilement quantifiable, mais bien visible et réel dont il jouit et à sa confiance en l'avenir.

Au lieu d'analyser la réalité telle qu'elle est, les francs-tireurs de nos mass médias éberlués par la zen attitude du président syrien se sont attelés à brosser le portrait psychologique d'un « tueur au sang froid ».

Dans une mauvaise foi dont ils ont le secret, ils n'ont vu que des facteurs externes et militaires à son maintien au pouvoir : la main invisible d'Hugo Chavez, l'armement russe et iranien, l'appui logistique du Hezbollah, la terreur des moukhabarats et des chebbihas, la puissance de son aviation... Le peuple lui, était d'après eux, unanimement acquis au renversement du régime.

Seuls de rares journalistes honnêtes ont tenté de comprendre comment une dictature pouvait masser des centaines de milliers de sympathisants dans la rue sans pécule ni baïonnette.

Aux allégations dépeignant une armée syrienne démoralisée répondaient des images de fantassins guillerets et motivés.

Rares ont été les observateurs européens qui ont analysé objectivement la combativité de l'armée arabe syrienne et du Baas syrien, père de tous les baassismes.

Les stratèges occidentaux et leurs subordonnés arabes misaient sur un effondrement comparable à celui du régime irakien à la veille de la chute de Bagdad en 2003. En vain.

Ils espéraient voir pans entiers de l'armée syrienne rejoindre la rébellion comme lors de la guerre civile libyenne en 2011. En vain.

Il y a un mois à peine, Rami Abdel Rahmane a dû reconnaître sur la chaîne d'information France 24 que le poids des défections est surestimé. « Les défections n'ont pas pesé sur l'armée syrienne » a-t-il affirmé. (France 24, 23 janvier 2013).

Dans la même interview, interrogé sur la création des Forces de défense nationale par l'armée syrienne, une formation paramilitaire de 50.000 femmes et hommes chargée de défendre leur quartier contre les incursions rebelles, Rami Abdel Rahmane tord le cou à un autre préjugé au grand dam de ceux qui taxent le gouvernement de Damas de « régime alaouite ».

Il dit en effet : « Ces nouvelles forces sont formées de personnes de toutes les confessions. (...) Ce sont simplement des personnes qui soutiennent le régime et contrairement à ce que l'on pense, il y en a de toutes les communautés. »

« Contrairement à ce que l'on pense » souligne-t-il. Et voilà que la source syrienne la plus crédible aux yeux de l'Occident remet en question une idée largement répandue. Répandue par qui ?

Par les fabricants et les trafiquants d'opinion qui peuplent les bureaux de rédaction de nos gazettes, nos hémicycles, les chaires universitaires, les centres d'études stratégiques et les plateaux de télévision.

Aujourd'hui, au bout de deux ans de guerre sans merci, face à la ténacité du régime et de la population loyaliste, les mêmes sources reconnaissent du bout des lèvres avoir été vite en besogne.

Deux ans et 70.000 morts plus tard, ils ont dû revoir leur copie.

Voyons à présent quatre des stéréotypes les plus remâchés, réchauffés et resservis par nos médias mainstream.

Théorie n°1 : Au début, le mouvement syrien de contestation était pacifique.

C'est vrai et faux. Plusieurs dizaines de manifestants pacifistes ont été torturés et tués, notamment à Deraa. Ce terrorisme d'Etat est injustifiable. Mais dès le début de la contestation, les forces de sécurité ont également été la cible de tirs provenant des manifestants. De nombreux policiers et militaires sont morts sous les balles des opposants dès les premiers jours de la contestation. Des réseaux de tunnels et des caches d'armes ont été découverts y compris dans des mosquées. La thèse de l'implication d'une « troisième force » composée d'éléments infiltrés et de provocateurs n'a jamais été évoquée par la presse occidentale. Par ailleurs, des appels à la haine anti-alaouite, anti-chrétienne, anti-chiite et anti-iranienne ont été scandés dans plusieurs manifestations notamment à Jableh, Idleb et Jisr Al Choughour. Les sons et images de ces émeutes déguisées en manifestations pacifiques à destination du public international abondent sur la toile mais les médias mainstream n'y ont guère prêté d'attention.

Théorie n°2 : l'extrémisme religieux en Syrie n'existe pas. S'il existe, c'est le régime qui l'a fabriqué.

Doublement faux. Si l'écrasante majorité des musulmans sunnites syriens rejettent l'extrémisme religieux, il n'en est pas moins une menace bien réelle autant pour les musulmans que les non musulmans. Le takfirisme, cette version factice et fasciste de l'Islam constitue depuis toujours une menace existentielle tant pour le nationalisme arabe que pour la cohabitation pacifique entre communautés religieuses. Les takfiristes syriens considèrent en effet le baassisme comme une cause communiste, athée et perverse à combattre sans merci par le djihad. Les croyances issues ou inspirées de l'Islam telles que le chiisme, l'alaouisme ou l'ismaélisme sont logées à la même enseigne de même que le christianisme et le judaïsme. Plusieurs imams sunnites syriens ont été tués par les takfiristes car jugés déviants ou progouvernementaux. Le dernier en date, le cheikh Abdoullatif al Jamil a été tué par les rebelles à la mosquée de Salahaddin à Alep au début de ce mois.

Deux sources d'inspiration sont à la disposition des islamofascistes syriens et étrangers : les textes anciens comme les fatwas du théologien syrien médiéval Ibn Taymiyya et les chaînes satellitaires télécoraniques du Golfe comme Iqraa TV, Wessal TV, Safa TV, Quran i Kerim TV qui, sans interruption, distillent la haine anti-chiite, anti-iranienne, anti-Hezbollah et

antinationnalisme arabe. Adnan Arour et tous les autres prêcheurs de haine bénéficient d'une couverture médiatique planétaire depuis bien avant le « printemps syrien ». Les djihadistes installés en territoire libanais sous l'impulsion du clan Hariri lui-même soutenu par les Saoudiens depuis les accords de Taëf qui mirent fin à la guerre civile libanaise (1975-1990) jouent un rôle de premier ordre dans la fragmentation de la société syrienne sur base religieuse.

Les confrontations entre le régime laïc syrien et le takfirisme ont une histoire longue et sanglante. Elles ont culminé avec le massacre de Hama en 1982. Les minorités ont été plusieurs fois la cible de massacres à caractère sectaire. L'attentat visant le mausolée chiite de Saida Zeinab à Damas par les terroristes du Fatah al Islam le 27 septembre 2008 préfigure la guerre sectaire actuellement menée par la rébellion takfiriste contre le gouvernement de Damas et ses soutiens populaires.

Théorie n°3 : Le régime syrien est alaouite

Archifaux. Cette allégation réductrice est, de surcroît, offensante pour toutes les parties en conflit. Elle est offensante pour les nombreux ministres, députés, dirigeants de syndicats et de corps professionnels, chefs d'état-major, officiers supérieurs et moyens, soldats, policiers et autres centaines de milliers de fonctionnaires non alaouites. Elle est tout aussi offensante pour les nombreux opposants alaouites qui luttent contre le gouvernement. L'origine alaouite du président syrien et de certains membres de son entourage ne fait pas de l'Etat syrien un « régime alaouite ». La Syrie est à la fois un Etat culturellement marqué par l'Islam sunnite de rite hanéfite et l'unique Etat laïc du monde arabe. La laïcité syrienne est consacrée par une formule omniprésente dans la bouche des Syriens : *Al din la Allah wal watan lel jemi'* : « La religion est à Allah est la patrie est à tout le monde ». Curieusement, aucun média n'a entendu parler de ce principe fondamental qui fait de la Syrie un havre de paix intercommunautaire.

Mais, ces mêmes journalistes ne se gênent pas d'utiliser les mêmes termes que les djihadistes liés à Al Qaïda pour qualifier l'Etat syrien. Ils y voient des privilégiés alaouites partout. Pourtant, les alaouites vivent pour la plupart de maigres moyens et ne sont même pas officiellement reconnus en tant que communauté religieuse. Sous la présidence de Bachar el Assad, près de 5.000 mosquées sunnites et 250 églises ont été construites ou restaurées. En revanche, jamais l'Etat syrien n'a consacré un seul centime à l'entretien des lieux saints alaouites ni à la rémunération des cheikhs alaouites.

L'obsession de certains médias et experts à vouloir désigner leur ennemi par son identité ethnique ou religieuse est symptomatique de ce vieux réflexe raciste et colonial qui consiste à inférioriser l'autre en l'enfermant dans une identité réductrice, englobante, dépersonnalisante et le cas échéant carrément stigmatisante. Stigmatisante car certains médias occidentaux et djihadistes tiennent les alaouites collectivement responsables de crimes commis par des escadrons de la mort progouvernementaux pourtant issus de toutes les communautés du pays.

Il nous semble normal de dire « le président alaouite Bachar el Assad » mais nous serions choqués si quelqu'un disait « le ministre juif des affaires étrangères Laurent Fabius ».

Certains journalistes semblent avoir vite oublié le principe universel qui dit : « Ne fais pas à autrui ce que tu n'aimerais pas qu'on te fasse. »

Théorie n°4 : La rébellion est populaire. L'armée est honnie.

Thèse à moitié vraie donc à moitié fausse. Cette théorie largement répandue en Occident est pourtant démentie par des leaders de l'Armée syrienne libre.

Interrogé par l'agence Reuters, Abou Ahmed, chef d'une milice de la Brigade al Tawhid active à Alep depuis juillet 2012 déclare : « L'ASL a perdu son soutien populaire. »

Il estime que 70% de la population de la ville est progouvernementale (Yara Bayoumi, Reuters, 8 janvier 2013).

Dans plusieurs quartiers aleppins administrés par la rébellion, la population se plaint d'actes de pillage et de mauvais traitements infligés par les milices de l'ASL. La population excédée manifeste régulièrement aux cris de « ASL voleuse, nous voulons l'armée régulière » (*Jaych al Hour harami, bedna jeych el nizami*).

De l'autre côté de la barricade, l'armée est constamment sollicitée par la population. Il suffit de visionner les chaînes télévisées gouvernementales pour se rendre compte de l'ampleur de cette autre réalité syrienne. On y voit des soldats accueillis en héros, nourris et choyés par la population.

Si les médias prenaient exemple sur Anastasia Popova ou Robert Fisk, s'ils se donnaient la peine de parcourir l'envers du décor, s'ils allaient interroger les millions de Syriens pro-gouvernementaux, neutres ou non politisés, ils réaliseraient que ces citoyens préfèrent rester sous la protection de l'armée et sous l'administration gouvernementale qui leur assure des moyens de subsistance : un salaire, une retraite, des soins médicaux, une instruction etc.

Les mensonges et les demi-vérités concernant la Syrie sont si nombreux qu'en dresser une liste relève de la gageure.

Ceux qui prétendent soutenir le peuple syrien lui rendront un bien grand service le jour où ils se résoudront à décrire en toute impartialité la souffrance de toutes ses composantes.

Peut-être que ce jour-là, les Syriens parviendront à dépasser leurs différends et à trouver les voies de la réconciliation, seule condition de leur survie en tant que peuple libre.

Genève, le 28 février 2013

VIDEO DE LA CONFERENCE (en anglais)

[ONU - Syrie](#)

>> Retrouvez sur notre shop !



Syria, la conquête continue

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits réservés [Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Faire un don](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |

Graphisme et Développement : Platanas studio